



**MINISTÈRE  
DU TRAVAIL  
DE LA SANTÉ  
ET DES SOLIDARITÉS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du  
travail et des solidarités  
du Gard**

*Nîmes, le jeudi 25 juillet 2024*

Direction  
Affaire suivie par : Matthieu GREMAUD

Tél. : 04.66.38.55.10  
Mèl. : [ddets-directeur@gard.gouv.fr](mailto:ddets-directeur@gard.gouv.fr)

Messieurs les Présidents  
FDSEA du Gard  
Syndicat Général des Vignerons réunis des Côtes du Rhône  
Les Vignerons Indépendants  
Le Syndicat des Jeunes Agriculteurs

**Objet** : Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail.

Transmission par courriel + LRAR

### **DECISION**

Le Directeur régional de la DREETS Occitanie ;

**Vu** les articles L.713-2, R. 713-11 à R. 713-13 du Code Rural ;

**Vu** les articles L.3121-20 et L.3121-21, R.3121-8 et R.3121-10 du Code du Travail ;

**Vu** la demande en date du 19 juin 2024, transmise par courriel le 25 juin 2024 émanant des organisations professionnelles agricoles ci-après:

- Syndicat Général des Vignerons réunis des Côtes du Rhône,
- FDSEA du Gard et du syndicat des Jeunes Agriculteurs,
- Les Vignerons Indépendants ,
- Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Gard ;

par laquelle les intéressées sollicitent une dérogation collective à la durée maximale hebdomadaire de travail de 48 heures, pour la période du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre 2024, pour les exploitations agricoles viticoles du Gard ;

**Vu** la convention collective nationale de la production agricole et des CUMA ;

**Vu** la convention collective des ouvriers et employés des exploitations agricoles du Gard ;

**Vu** la convention collective des cadres des exploitations agricoles du Gard ;

**Vu** la consultation des organisations syndicales d'employeurs et de salariés effectuée le 17 juillet 2024 ;

**Vu** la délégation de signature en date du 07 février 2024 accordée à Madame Sophie BOUDOT, directrice départementale du travail, de l'emploi et des solidarités du Gard, par Monsieur Julien TOGNOLA, directeur régional de la DREETS Occitanie,

**Vu** la décision de subdélégation du 29/02/2024 accordée par Madame Sophie BOUDOT, directrice départementale, à Monsieur Matthieu GREMAUD, directeur départemental adjoint.

Tél : 04.66.38.55.55  
1120, route de Saint-Gilles, BP 39081 – 30972 NÎMES CEDEX 9



Services renseignements en droit du travail  
0 806 000 126

**Considérant** que les demandeurs sollicitent l'autorisation de dépasser la limite maximale hebdomadaire absolue du travail de 48 heures, pour la période du 1<sup>er</sup> août au 30 octobre 2024, en raison d'un surcroît temporaire d'activité imposé par les vendanges pour les salariés affectés permanents ou saisonniers affectés aux travaux des vendanges et de vinification,

**Considérant** que le code du travail en ses articles sus visés prévoit que certaines entreprises peuvent être autorisées à dépasser le plafond de 48 heures hebdomadaires, pendant une période limitée, en cas de circonstances exceptionnelles entraînant temporairement un surcroît extraordinaire de travail,

**Considérant** que les motifs de la demande et les éléments recueillis constituent des circonstances exceptionnelles prévues à l'article L. 3121-21 du code du travail.

## DECIDE

### **Article 1 :**

L'autorisation de dépasser le plafond de la durée hebdomadaire de travail de 48 heures est accordée dans la limite de 60 heures pour 5 semaines continues ou isolées sur la période du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre 2024, pour la période des vendanges et exclusivement pour les salariés affectés à des travaux de récolte du raisin et de vinification.

### **Article 2 :**

La présente dérogation s'entend sans préjudice du respect des dispositions relatives :

- à la durée maximale quotidienne du travail de 12H (L.3121-18 du code du travail) ;
- à la durée maximale hebdomadaire moyenne de 44H sur 12 semaines (L.3121-22 du code du travail) ;
- au repos quotidien (L.3131-1 du code du travail) et au repos hebdomadaire (L.714-1 du code rural) ;
- aux temps de conduite et de repos des conducteurs routiers ( règlement CEE n° 561/1006 du 15 mars 2006) ;
- au paiement des heures supplémentaires et à l'attribution du repos compensateur légal (L.3121-28 à L.3121-40 du code du travail) ;

### **Article 3 :**

Les heures effectuées au-delà de 48 heures donneront lieu à un repos complémentaire de 25% pour tous les salariés concernés indépendamment de la nature de leur contrat (contrat à durée indéterminée, à durée déterminée ou contrat d'intérim notamment) qui s'ajoute aux repos légaux et conventionnels.

Ces repos devront être pris par journée ou demi-journée, dans les 2 mois suivant le terme de la période de dérogation. Ces repos ne peuvent entraîner aucune réduction de rémunération.

### **Article 4 :**

En période de vigilance météorologique pour canicule, les employeurs devront mettre en place des mesures de prévention supplémentaires vis-à-vis des salariés affectés aux travaux réalisés visés dans la présente décision.

### **Article 5 :**

Conformément aux dispositions applicables, l'employeur tiendra, pour chaque salarié concerné, l'état des heures effectuées quotidiennement et chaque semaine. Une copie de cet état sera remise à chaque salarié en même temps que sa paie. Ces documents seront tenus à la disposition des agents de l'inspection du travail pendant au moins un an suivant l'année à laquelle ils se rapportent.

**Article 6 :**

Pour pouvoir bénéficier de cette dérogation chaque entreprise doit, avant tout dépassement du plafond des 48 heures hebdomadaires, consulter le Comité Social et Économique, s'il en existe dans l'entreprise, et transmettre l'avis ainsi recueilli à l'inspecteur du travail compétent.

Les représentants du personnel, auxquels l'employeur remettra copie et les salariés, par affichage, seront tenus informés de la présente décision.

**Article 7 :**

A l'issue de la période visée à l'article 1, et en tout état de cause avant toute nouvelle demande individuelle ou collective, l'entreprise utilisatrice de la dérogation adressera à la DDETS du Gard, par sondage et si besoin de façon dématérialisée, les décomptes horaires (quotidiens et hebdomadaires) sur la période couverte par la dérogation pour 6 salariés au plus (permanents et saisonniers en majorité) et leurs fiches de paie, en correspondance, faisant mention de l'ensemble des repos acquis et effectivement pris (nature et durées). L'entreprise tiendra à disposition des services de la DDETS ces documents rendus obligatoires par le code du travail, pour l'ensemble des salariés concernés, dans l'éventualité d'un contrôle sur place.

Le défaut d'établissement de ces documents et de leur communication à la DDETS du Gard sera pris en considération pour l'examen de toute nouvelle demande.

**Article 8 :**

La présente dérogation ne concerne pas les jeunes de moins de 18 ans qui ne peuvent, sauf dérogation spécifique, travailler plus de 35 heures par semaine (article L.3162.1 du code du travail) ni les travailleurs de nuit pour lesquels des dispositions spécifiques sont applicables (articles L.3122-1 et suivants du code du travail).

P

P/ le Directeur Régional de l'Économie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la  
région Occitanie et par délégation,  
Le Directeur Départemental Adjoint de l'Emploi,  
du Travail et des Solidarités du Gard

Matthieu GREMAUD

**Voies de recours :**

La présente décision peut faire l'objet :

- dans le délai de quinze jours, d'un recours hiérarchique devant le Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités - Direction Générale du Travail - Bureau RT3 - 39-43 Quai André Citroën- 75739 PARIS CEDEX 15.
- Dans le délai de deux mois, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 NIMES.

La décision contestée devra être jointe au recours.« La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

